

1^{ère} étape

1992-1995

**Premiers pas dans la participation
citoyenne**

**Naissance d'un réseau international
de jeunes**

REMEDI

1ère étape : les premiers pas dans la participation citoyenne

I Naissance d'un réseau international de jeunes : le REMED

I-1 La rencontre de Toulouse (mai 1992) - Des jeunes s'interrogent sur leur responsabilité future

I-1-1 Une convention étudiante au-delà de l'Europe

I-1-2 Une rencontre "déclic"

I-2 Rencontre d'Oran, septembre 1993

I-2-1 Le choc du retour... Enthousiasme d'une mobilisation face à une Algérie en déclin

I-2-2 Une rencontre comme hommage à Boudiaf

I-2-3 Rencontre en pratique

I-2-4 La rencontre d'Oran

I-3 Naissance du Réseau d'Echanges Multidisciplinaire pour l'Environnement et le Développement (REMED)

I-3-1 Réseau informel, oui... Mais...

I-3-2 Comment surmonter la crise ?

I-4 Point de jonction entre le REMED et la Plate-forme pour un monde responsable, pluriel et solidaire.

I-5 Troisième rencontre du REMED à Montréal, Canada en 1995

I-6 Quatrième rencontre internationale du REMED à Cotonou, Bénin

Préambule

Cette étape met en valeur les premiers pas dans la naissance du réseau international de jeunes à travers quatre rendez-vous : à Toulouse en France en 1992, à Oran en Algérie en 1993, à Montréal au Canada en 1994, à Cotonou au Bénin en 1996.

Le suivi de l'organisation du Sommet de la Terre en juin 1992 a permis d'en réaliser les imperfections. En effet, aussi important soit-il, ce Sommet était le reflet institutionnel de l'état de l'environnement. Des représentants des Etats participant aux Nations Unies étaient là afin de défendre la protection de l'environnement, certes, mais cette représentation était biaisée par/pour des intérêts économiques et politiques.

Pierre et Mathieu Calame, de par leur position, ont eu l'idée d'aider un groupe de jeunes à exprimer leurs points de vue et leurs inquiétudes lors d'une manifestation importante et de montrer ainsi que les jeunes, entre autres, étaient parfaitement conscients non seulement de leur responsabilité en tant que futurs professionnels, mais conscients aussi, en tant que jeune génération, de leurs devoirs envers la protection de leur planète.

Les retrouvailles de 350 participants venus d'Europe et du Maghreb lors de la rencontre de Toulouse ont permis de réaliser l'importance d'une mobilisation pour clamer haut et fort des inquiétudes concernant la planète et les dangers qu'elle encourt.

Ce moment a été crucial pour bon nombre de participants et leur a permis de réaliser l'importance de leur pleine participation citoyenne en tant que jeune génération aussi bien dans la protection de l'environnement que dans la construction de la société de manière générale.

Les valeurs de responsabilité, d'engagement et d'enthousiasme mises en commun à Toulouse ont permis à de nombreux jeunes de se mobiliser dans leur pays respectif pour la protection de l'environnement, mais aussi de se mettre en lien avec d'autres jeunes dans le monde afin de favoriser les liens entre les peuples et le respect des différences.

L'organisation de la rencontre d'Oran est survenue à un moment crucial dans la vie politique et sociale de l'Algérie. Cela nous a permis de respirer, d'être créatifs, de mettre en avant des valeurs de paix pour exprimer nos inquiétudes. Cela a permis aussi à beaucoup de jeunes femmes et jeunes hommes algériens de pouvoir avoir un espace d'expression alternatif pour l'action citoyenne à venir.

Montréal, en 1994, nous a permis d'aller plus loin dans l'élargissement du réseau à d'autres régions du monde, mais aussi de développer une diversification thématique. C'est ainsi que nous avons commencé à parler des jeunes et des conflits, de l'éducation à l'environnement et de bien d'autres sujets. C'était également un moment où plusieurs questionnements ont commencé à émerger quant à la relation du REMED et de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire.

Au Bénin, même si les choses n'ont pas été faciles, nous avons pu non seulement élargir le réseau en Afrique de l'Ouest et Centrale, mais nous avons aussi consolidé les groupes de jeunes béninois dans leur démarche citoyenne. Les problèmes assez graves que nous avons vécus collectivement ont joué un rôle déterminant dans la prise de conscience d'un mal qui ronge l'Afrique : la corruption. Cette expérience a servi de levier pour apporter une autre vision des choses et, surtout, une autre façon de faire.

1ère étape : les premiers pas dans la participation citoyenne

I Naissance d'un réseau international de jeunes : le REMED

I-1 La rencontre de Toulouse (mai 1992)¹ - Des jeunes s'interrogent sur leur responsabilité future

Avec le soutien de la Fondation pour le Progrès de l'Homme et à l'initiative du CREAT (Comité de Réflexion des Etudiants en Agronomie de Toulouse), s'est tenue à Toulouse, en mai 1992, la première Convention étudiante européenne "*Technologies et déséquilibres planétaires*" à laquelle 350 participants de treize pays d'Europe et du Maghreb ont participé. L'interdisciplinarité des sujets abordés, l'intensité des débats, la prise de conscience forte de sujets cruciaux pour l'avenir de la planète ont été au rendez-vous de cette rencontre à laquelle étaient assignés plusieurs objectifs :

- Montrer que le monde étudiant et les jeunes de manière générale ne sont pas à part et protégés comme on pourrait le penser et que, malgré les préjugés portés sur une jeunesse qui serait marginale et sans vision d'avenir, tous les jeunes ont conscience de leur responsabilité, présente et future, vis-à-vis de l'environnement et de sa protection.
- Identifier et exprimer de manière collective nos préoccupations quant à notre responsabilité en tant que futurs professionnels et citoyens dans la conception et la mise en œuvre des connaissances scientifiques et techniques.
- Affirmer les inquiétudes de la jeune génération auprès des représentants des Etats lors du Sommet de la Terre à Rio (juin 1992), quant à la surexploitation des ressources naturelles, à leur mauvaise répartition, ainsi qu'à la dégradation de la planète.

I-1-1 Une convention étudiante au-delà de l'Europe

Au départ, cette Convention avait une dimension essentiellement européenne, mais durant sa préparation, les membres du CREAT se sont rendus compte qu'il serait intéressant d'inclure la dimension méditerranéenne car les problématiques de cette région étaient très voisines de celles énoncées pour l'Europe. C'est ainsi que des contacts ont été pris avec des universités algériennes et tunisiennes afin d'inviter des étudiants à représenter leurs pays.

En Algérie, c'est par le biais de Mme Nicole Riveill Bounaga² et de M. Robert Ali Brac de la Perrière³ que quatre étudiantes ont été invitées à participer à la rencontre de Toulouse : Nadia Leila Aissaoui et Samia Belarbia, étudiantes à l'École Nationale Vétérinaire, Rosa Benyounes et moi-même, Nacéra Aknak, étudiantes à l'Institut National d'Agronomie, ont représenté la délégation algérienne à la rencontre de Toulouse.

¹ Voir fiche 001-92 : "Technologies et déséquilibres planétaires – Convention de Toulouse", page 3 de l'Annexe.

² Directrice du CRSTRA : Centre de Recherches Scientifiques et Technologiques dans les zones arides et présidente de la Société d'Histoire Naturelle d'Afrique du Nord ; aujourd'hui responsable à la Direction Générale de la Recherche Européenne.

³ Chercheur au CRSTRA et enseignant de "l'Agronomie saharienne" à la faculté d'Alger et à l'Institut National Agronomique ; aujourd'hui coordinateur de la BEDE : Bibliothèque d'Echanges de Documentation et d'Expériences.

En Tunisie, c'est par l'intermédiaire de M. Larbi Bouguerra⁴ que deux étudiantes, Mémia Benna et Lilia Boulifi, ont été invitées à la convention de Toulouse.

Encadrées par leurs professeurs, les étudiantes maghrébines ont fait un travail préparatoire à la rencontre. Celui de la délégation algérienne a porté sur les déséquilibres écologiques majeurs en Algérie :

- La pression démographique
- L'érosion de la biodiversité
- La pollution maritime et celle des eaux
- La désertification.

I-1-2 Une rencontre "décliv"

La rencontre de Toulouse a été organisée par l'équipe du CREAT coordonnée par Mathieu Calame ; elle a fait un travail remarquable d'organisation et de préparation de la rencontre en mobilisant la plupart des étudiants de l'Ecole Nationale des Sciences Agronomiques de Toulouse (ENSAT) qui ont participé à l'organisation logistique et à l'accueil des participants invités.

Cette rencontre a été un véritable décliv pour plusieurs participants dans leurs vies professionnelle et personnelle. Le fait de travailler, discuter et échanger avec d'autres jeunes d'Europe et du Maghreb a permis à tous de se rendre compte, concrètement, de l'inexistence des frontières quant aux dégâts causés sur l'environnement.

Cette mobilisation et ces échanges nous ont également permis de prendre conscience de la réalité environnementale, ce qui n'est pas si évident dans nos vies de tous les jours, dans nos pays.

Nous avons réalisé que, malgré la différence de nos positions géographiques, de nos réalités sociales, politiques et économiques, il existait une convergence dans les constats que nous faisons sur l'état de notre environnement ; mais aussi que nous avons cette même volonté de nous engager pour préserver notre planète. Cette prise de conscience nous a également permis d'affirmer collectivement notre responsabilité et notre souhait d'agir dans notre travail actuel et à venir sur les questions liées à la protection de l'environnement.

Pour le groupe algérien qui a participé à cette rencontre, ce concept de responsabilité a été, de loin, le plus important. Nous nous sommes rendues compte que cette notion de responsabilité était peu présente dans nos formations universitaires et dans la réalité sociale et politique de notre pays. Nous avons compris, grâce à cette rencontre, que le poids de notre gouvernement "patriarcal" nous avait privés de ce concept de responsabilité en nous laissant croire depuis notre plus jeune âge qu'il était le gardien du pays et que c'était lui seul qui avait la responsabilité de régler tous les problèmes concernant le peuple algérien.

Nous avons également pris conscience du sens donné aux notions d'individus et de groupes dans les sociétés. En Europe, et dans les pays du Nord de manière générale, l'individu a une place qui lui est propre dans la société, à partir de laquelle il peut agir en tant qu'individu, en tant que citoyen.

⁴ Ancien professeur à la Faculté des Sciences de Tunis et ancien directeur de recherche associé au CNRS. Il est en charge du "Programme mobilisateur eau" de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire.

Dans nos sociétés maghrébines, cette notion est pratiquement inexistante car, en tant qu'individus, nous sommes toujours en lien avec un groupe : si ce n'est pas notre famille, c'est notre village ou bien notre quartier ou même tout le peuple algérien quand il s'agit de questions sortant de nos frontières.

C'est pour toutes ces raisons que la délégation algérienne s'est proposée, avec beaucoup de force et d'enthousiasme, pour organiser une rencontre similaire à celle de Toulouse dans un pays du Sud.

En quittant Toulouse, nous n'étions pas seulement ressourcées, nous avions déjà un projet dans nos valises à proposer à notre équipe et à nos professeurs à Alger : il fallait relever le défi d'organiser une rencontre internationale en Algérie l'année suivante.

I-2 Rencontre d'Oran, septembre 1993⁵

I-2-1 Le choc du retour... Enthousiasme d'une mobilisation face à une Algérie en déclin

Au moment où nous nous étions engagées, face à 350 personnes, à organiser une rencontre en Algérie nous n'avions pas réellement mesuré l'impact de cette décision. Mais notre certitude profonde était qu'il ne fallait pas perdre cette opportunité de mettre en place un processus qui servirait de levier à un changement social important pour l'Algérie et pour les jeunes Algériens.

A contrario, ce qui alimentait nos doutes était que l'Algérie, à ce moment là, était à un tournant politique crucial : d'une part, le fondamentalisme religieux prenait de plus en plus de place dans la société civile et dans l'organisation de l'opposition politique ; d'autre part, l'intégrisme du régime militaire algérien en place sclérosait toute évolution et toute possibilité de sortir de la crise et de l'impasse qui en découlait.

Il nous a donc semblé vital de faire quelque chose qui puisse faire naître un courant porteur de changement, porteur d'un discours différent basé sur la paix et non sur la haine. Nous souhaitions tout à la fois :

- lancer un événement qui nous permette de rendre visibles les problèmes en lien avec les déséquilibres écologiques encore peu connus dans le monde ;
- montrer que le lien et l'échange avec d'autres pouvaient constituer des moteurs importants pour dépasser l'impuissance qui nous rongait ;
- souligner la nécessité d'aller au-delà de nos formations et cursus universitaires pour mieux comprendre la réalité et prendre conscience de notre responsabilité en tant que professionnels de demain dans les mesures que nous allions mettre en œuvre pour la protection de l'environnement.

Après le "choc" ressenti par nos amis et professeurs à l'annonce de notre engagement à tenir une rencontre aussi ambitieuse, nous avons réussi à leur transmettre tout l'enthousiasme qui nous habitait pour organiser cet événement. De toutes les manières, nous avons déjà pris un engagement face à 350 personnes et il était désormais impossible de faire marche arrière !

⁵ Voir fiches 001/93, 002/93 et 003/93, pages 14 à 22 de l'Annexe.

I-2-2 Une rencontre comme hommage à Boudiaf

Un mois après notre retour de Toulouse, le Président Mohammed Boudiaf a été assassiné. Il était un véritable espoir pour le peuple algérien car il proposait une nouvelle alternative politique, économique et sociale pour l'Algérie. Cet espoir a duré seulement cinq mois. Une grande partie de son programme concernait les jeunes et mettait l'accent sur le fait que l'Algérie doit faire confiance à ses jeunes élites de demain et les soutenir pour aller de l'avant dans la construction de la société.

Comme la majorité de la jeunesse algérienne, nous étions très touchés par cette nouvelle alternative. A travers l'organisation de cette rencontre, nous voulions, quelque part, lui rendre hommage.

Par ailleurs, face à la montée du terrorisme et du fondamentalisme religieux, nous avions le sentiment que l'organisation de cette rencontre et la mobilisation des jeunes dans sa réalisation pouvaient contribuer à montrer d'autres chemins possibles pour l'expression. En effet, hormis les mosquées et les universités, les jeunes en Algérie n'avaient pas beaucoup d'espaces d'expression ou de possibilités de mise en place d'initiatives pour une action citoyenne et alternative. Il y avait une toute petite ébauche associative, mais cela restait très limité, peu connu, et concernait seulement un public "jeunes" averti.

A travers notre initiative, nous voulions commencer à mettre en place quelques associations de jeunes afin de créer et multiplier les espaces d'expression et d'éviter ainsi la récupération des jeunes, souvent vulnérables, par des fanatiques de tous bords.

I-2-3 Rencontre en pratique⁶

Cette rencontre a été une expérience unique et pionnière en Algérie qui a trouvé un répondant très fort auprès des jeunes, des étudiants, de plusieurs associations locales et nationales. Cette mobilisation a également trouvé un soutien auprès des autorités publiques et privées algériennes.

Pour organiser de manière efficace cet événement, il a fallu mettre en place une équipe de travail et nommer des responsables pour chaque atelier thématique. Il a également fallu assurer toute la partie logistique ainsi que la recherche de financement.

La Fondation pour le Progrès de l'Homme (FPH) a accepté avec beaucoup de réserves de soutenir cette rencontre. En effet, compte tenu de la situation politique très instable à ce moment là en Algérie, elle avait des craintes quant aux risques que cette rencontre pouvait engendrer et ne voulait pas assumer la responsabilité – ce qui était tout à fait compréhensible – en cas de problème de terrorisme à l'encontre de cette rencontre et des participants invités.

L'équipe du CREA⁷ algérien était déjà bien avancée dans l'organisation de la rencontre d'Oran et il n'était pas concevable de faire machine arrière. A cette époque, les risques liés à l'instabilité politique étant beaucoup plus ressentis à Alger, il a donc été décidé, afin de rassurer nos bailleurs de fond, de déplacer la rencontre, qui devait avoir lieu initialement à Alger, vers Oran, ville située à l'ouest du pays.

⁶ Voir fiche 002/92 sur la préparation de la rencontre d'Oran, page 8 de l'Annexe.

⁷ Comité de Réflexion des Etudiants Algériens.

Pour faire connaître ce projet de rencontre à Oran, nous avons organisé une réunion nationale à Alger où nous avons invité étudiants, enseignants et jeunes professionnels de plusieurs villes d'Algérie.

Afin de démontrer la crédibilité du projet auprès des différents bailleurs que nous avons commencé à solliciter pour le financement de la rencontre, nous avons demandé à quelques représentants de SONATRACH⁸ et de PMA⁹ de se joindre à nous.

Des membres du CREAT ont assisté à la réunion afin de consolider les liens entre les deux rencontres, celle de Toulouse et celle à venir d'Oran. Un représentant de la FPH était également présent pour suivre l'état d'avancement du projet.

Nous avons ainsi réussi très rapidement à sensibiliser de nombreux jeunes et étudiants à l'échelle nationale et nous les avons invités à se joindre à nous pour organiser cet événement. Nous avons également sensibilisé nos universités et professeurs pour nous accompagner dans cette aventure, ce qui était aussi une façon de leur faire comprendre la nécessité d'adapter les programmes enseignés à la réalité de l'Algérie et à l'actualité du monde, en terme de protection de l'environnement entre autres. Plusieurs de nos professeurs à l'Ecole d'Agronomie (INA) et à l'Ecole des Vétérinaires nous ont accompagnés tout au long de ce processus. Malheureusement, certains d'entre eux ont été assassinés : M. Sebti, professeur d'économie à l'INA, M. Bekkouche, directeur de l'Ecole Nationale des Vétérinaires à Alger, Mme Chenoufi, généticienne et professeur en Génie Génétique à l'INA.

Il est important de rappeler avec force que sans Mme Nicole Riveill Bounaga et M. Robert Ali Brac de la Perrière, nous n'aurions pas pu aller jusqu'au bout de notre projet. Ils ont vraiment cru en nous et nous accordé leur totale confiance avec une très grande discrétion et humilité.

I-2-4 La rencontre d'Oran

La rencontre a été organisée, sur le plan thématique, en adéquation avec les problématiques algériennes et de la région du Maghreb. Nous avons abordé des problèmes tels que la démographie, la pollution des mers, la dégradation de la biodiversité, la désertification.

Ces sujets ont été traités à deux niveaux : nous avons invité des personnalités expertes (M. Pierre Rabhi, Mme Susan Georges entre autres) sur ces questions afin qu'ils nous fassent un état des lieux, mais aussi qu'ils participent aux débats organisés pour pouvoir répondre aux différents questionnements des jeunes tout au long de la semaine de travail.

Ces sujets ont été également visualisés sur le terrain :

- Les participants ont pu constater *de visu* le sens concret donné à la désertification en visitant des régions des hauts plateaux qui commençaient à subir les conséquences de l'avancée du désert.
- Nous avons également pu accéder à des pépinières expérimentales pour montrer le nombre d'espèces végétales qui sont menacées de disparition dans l'agriculture moderne.
- Des institutions de planning familial ont été visitées par l'atelier "démographie" afin de débattre et de poser des questions sur l'état de la croissance de la population.
- Une sortie en mer a été organisée avec l'Institut océanographique pour se rendre compte de la réalité de la pollution des fonds marins ainsi que de la disparition de certaines espèces de poissons sur les côtes maritimes.

I-3 Naissance du Réseau d'Echanges Multidisciplinaire pour l'Environnement et le Développement (REMEDI)¹⁰

⁸ Société Nationale des Hydrocarbures.

⁹ Production de Matériels Agricoles.

Généralement, après une rencontre, il persiste une forte envie de rester en contact avec certaines personnes avec qui nous avons créé des affinités professionnelles ou amicales. Mais à la rencontre de Toulouse, nous avons la volonté de rester en lien avec tous les participants. Il semble qu'il y ait eu, pour chacun d'entre nous, un moment intense d'enthousiasme collectif qui donnait cette énergie, cette force et cette envie de changer les choses tout en étant en lien avec d'autres du monde entier.

Le REMED est né dans l'inconscient des participants lors de la rencontre de Toulouse, même si son expression ne s'est réalisée que plus tard.

Lors de la rencontre de Toulouse, nous avons tous compris que, pour dépasser l'impuissance que chacun pouvait vivre dans son pays, il était fondamental de se mobiliser collectivement. Le poids de la mobilisation est crucial pour appuyer les revendications. Nous avons compris que nous serions mieux écoutés en nous rassemblant. La *Convention sur l'impact des technologies sur les déséquilibres planétaires* rédigée et signée par 350 personnes à Toulouse était un point de départ de mobilisation qu'il ne fallait surtout pas perdre. C'est ce que voulions matérialiser en mettant en place le Réseau d'Echanges Multidisciplinaires pour l'Environnement et le Développement (REMED).

C'est ainsi que, six mois plus tard, en novembre 1992¹¹, le CREAT a organisé une réunion de travail avec près de 25 participants représentant la diversité de la rencontre de Toulouse, afin de réfléchir à une ébauche d'organisation et de fonctionnement pour la mise en place d'un réseau international de jeunes. A ce moment là, le nom retenu pour ce réseau était CREII (Comité de Réflexion étudiant international et interdisciplinaire) ; il s'est transformé en REMED car tous les participants tenaient à mettre en évidence le principe de "réseau" dans notre démarche collective.

Ce pré-projet devait servir, une année plus tard, de base de travail pour tous les participants présents à Oran pour compléter la réflexion et concrétiser l'implication des différents pays à la mise en place du Réseau.

Lors de la rencontre d'Oran, en septembre 1993, une journée entière a été consacrée à un débat autour du lancement du REMED. Tous les participants avaient la motivation et la volonté de lancer ce processus, mais tout le monde était d'accord pour que ce Réseau soit informel et sans structure centrale pour le gérer. C'est cette souplesse qui a permis de rassembler près de 700 étudiants et jeunes professionnels à travers une vingtaine de points d'ancrage dans le monde.

Nous étions à la fois d'accord sur l'importance de la souplesse du Réseau et sur la nécessité d'avoir un minimum de règles pour la diffusion de l'information et le montage des points d'ancrage dans les différentes parties du monde.

Nous avons convenu que le secrétariat serait tournant et que, dans un premier temps, il serait mis en place en Algérie, à Alger. Les organisateurs de la rencontre d'Oran étaient en charge du montage de cette structure.

I-3-1 Réseau informel, oui.... Mais...

Jusqu'en 1996, le REMED a fonctionné avec une structure relais pour la diffusion de l'information au sein du Réseau à Alger, les vingt points d'ancrage étant des supports pour la

¹⁰ Voir texte final de la rencontre d'Oran, fiche 001/93, page 14 de l'Annexe.

¹¹ Voir la synthèse des travaux de la réunion initiatrice du REMED, fiche 003/92, page 11 de l'Annexe.

collecte des articles et des informations publiés dans notre bulletin "*Terra*". Nous avons réalisé une douzaine de numéros avec une grande diversité d'articles thématiques portant tous sur des actions de protection de l'environnement menées par des jeunes dans différents pays du monde. Mais ce bulletin s'est avéré insuffisant au regard des nombreuses informations arrivant au secrétariat et qu'il était important de diffuser – et alors que les technologies de communication n'étaient pas celles que nous connaissons aujourd'hui –. Nous avons donc mis en place le "fax du lundi" envoyé par le secrétariat d'Alger chaque lundi aux vingt groupes locaux dans le monde.

Grâce au Réseau et à son secrétariat, nous avons réussi à organiser plusieurs rencontres initiées par certains points d'ancrage :

- Rencontre organisée par le point d'ancrage BEED en Grande Bretagne sur les pluies acides ;
- Rencontre organisée par l'ASA REMED en Suisse sur la notion du développement durable ;
- Rencontre organisée par le point d'ancrage français AFEED sur le fonctionnement du REMED à Vézelay ;
- Rencontre organisée par le point d'ancrage algérien AREA-ED sur l'éducation à l'environnement comme programme à enseigner dans les écoles (Projet "Marguerite").

Pourtant, dès la mise en place du Réseau et de son secrétariat, nous avons été très vite confrontés à l'inexpérience des participants de travailler dans un réseau sans organe directeur de fonctionnement. Cette structure informelle et cette inhabitude des participants à ce mode de fonctionnement libre, au lieu d'aider à créer quelque chose de nouveau, a au contraire provoqué une crise assez forte au sein du Réseau¹².

Le REMED, mis en place en 1993, a pu fonctionner correctement pendant deux ans. Ensuite, les problèmes sont devenus de plus en plus complexes. L'enthousiasme provoqué par la naissance du Réseau s'est malheureusement assez rapidement essoufflé et nous avons rencontré plusieurs types de problèmes :

- Malentendus entre groupes ; la communication à distance a toujours quelques revers. Le REMED n'était pas épargné des conséquences de cette communication et de notre inexpérience dans son utilisation.
- Plusieurs points d'ancrage étaient relativement absents des activités internationales : par manque d'outils d'information efficaces et en raison de l'inhabitude des participants à être actifs à distance, le maintien des liens entre les groupes s'est avéré difficile.
- Les règles de fonctionnement du REMED décidées par tous les participants étaient trop rigides pour les adapter à des conditions techniques, économiques, sociales et politiques difficiles. Le secrétariat en Algérie a fait face à plusieurs problèmes structurels qui ont été difficiles à surmonter. Malgré ces difficultés, nous avons quand même pu maintenir l'implication d'une équipe bénévole pour la réalisation des tâches, l'édition de "*Terra*" et la diffusion en temps réel des informations reçues en provenance des autres points d'ancrage.

¹² Voir fiche 001/94 : "Proposition pour une éthique de la communication au sein du REMED", page 23 de l'Annexe.

- Le groupe algérien, même s'il a été efficace, n'a pas su faire appel aux autres membres du REMED de manière insistante pour demander de l'aide. De l'intérieur, il était difficile de percevoir l'importance de la structure et de la dynamique que nous étions en train de mettre en place. Le secrétariat du REMED et le point d'ancrage AREA-ED ont permis à de jeunes étudiants et professionnels de lancer une initiative pionnière et hors du commun dans un pays en grande instabilité politique. Malgré ces conditions instables et la guerre civile naissante, nous avons tant bien que mal réussi à faire notre travail avec efficacité. Dans le même temps, nos professeurs, nos intellectuels, certains de nos politiciens étaient assassinés pour leurs idées par des groupes armés. Nos vies étaient menacées sur place en raison même du travail que nous faisons au sein du secrétariat. En tant que groupe algérien, nous avons eu le sentiment que les membres du Réseau ne prenaient pas la réelle mesure des difficultés et des risques liés à notre action au sein du REMED.
- Trop d'attentes de la part des membres du Réseau. Ces attentes étaient disproportionnées par rapport à un réseau tout juste naissant, à des jeunes qui apprenaient tout en faisant, à des moyens limités pour la réalisation de nos objectifs.
- A partir de Toulouse, et ensuite d'Oran, nous avons mis en place un réseau figé dans le temps. Il aurait fallu, dès le départ, se donner un temps d'essai vis-à-vis du fonctionnement tel que nous l'avions conçu, et se donner ensuite un temps d'évaluation afin d'avancer de manière plus graduelle.
- Dès le démarrage du travail au sein du Réseau et au sein du secrétariat, nous avons réalisé l'étroitesse des objectifs assignés au Réseau. Son rôle était initialement exécutif, transmetteur d'informations et "facilitateur" de l'organisation des rencontres internationales ; il s'est révélé trop limité face aux principes, objectifs et valeurs de la Convention de Toulouse, puis d'Oran¹³.

I-3-2 Comment surmonter la crise ?

Face à ces différents problèmes, il y a eu une réelle et forte volonté de plusieurs membres de surmonter la crise, d'essayer de comprendre et d'analyser la situation, de faire des propositions.

Mais deux choses restaient problématiques :

- Au lieu d'assouplir le fonctionnement afin de pouvoir l'adapter à des conditions pas toujours idéales, la majorité des propositions effectuées avait plutôt tendance à rigidifier de plus en plus le règlement et les conditions de réalisation et de fonctionnement jusqu'à ne plus le rendre attrayant pour les jeunes. Nous avons des propositions de "grosses machines institutionnelles" qui, du coup, avaient, du mal à attirer l'intérêt des jeunes.

Nous nous sommes beaucoup investis dans la réflexion sur le fonctionnement du secrétariat, mais nous avons un peu négligé la réflexion sur le fonctionnement et les moyens octroyés aux points d'ancrage. Nous nous sommes rendus compte que l'histoire du REMED ne "passait" pas correctement entre les anciens et les nouveaux adhérents du Réseau. Cela était parfois si

¹³ Voir fiche 002/94 sur les propositions faites par le groupe algérien sur le fonctionnement du REMED, page 26 de l'Annexe.

fort que beaucoup se demandaient finalement quels étaient les objectifs du Réseau. Nous avons ainsi pris conscience que le fond du Réseau était ébranlé et qu'il aurait fallu reprendre la réflexion sur le fond de manière collective à ce moment là.

- D'autre part, malgré beaucoup de convergence entre nos désirs et nos attentes, le fossé est devenu énorme entre les pays du Nord et les pays du Sud. Les moyens étaient très différents entre les groupes des pays du Sud et ceux des pays du Nord, ce qui provoquait nécessairement des exigences différentes vis-à-vis du travail effectué. Il y avait beaucoup d'efforts de part et d'autre, mais nous n'avions pas tous les ingrédients pour un dialogue interculturel et, surtout, pour nous rendre compte des réalités et du contexte de chacun des groupes du REMED. Ce qui importait d'abord était de faire le travail, mais nous n'avions pas le temps de nous demander dans quelles conditions nous le faisons.

Comme on peut le voir, la crise a vraiment eu du mal à être dépassée au sein du REMED, concernant son fonctionnement et donc de sa continuité. Cela n'a pu se faire que partiellement et, finalement, par le passage du REMED vers le Collège Jeunes de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire.

1-4 Point de jonction entre le REMED et la Plate-forme pour un monde responsable, pluriel et solidaire

La rencontre qui a initié la Plate-forme pour un monde responsable, pluriel et solidaire était programmée juste à la suite de celle d'Oran. Le REMED, tout juste né, était invité à être représenté lors de cette réunion qui a eu lieu au Vaux-de-Cernay, en France, le 29 septembre 1993. Sarah Jo Lister, membre du REMED Grande Bretagne, et moi-même, d'Alger, avons été nommées pour représenter le Réseau.

La rencontre au Vaux-de-Cernay a été passionnante et riche d'expériences. Le groupe de Vézelay était en charge des travaux de lancement de la Plate-forme pour un monde responsable, pluriel et solidaire et c'est donc ce groupe qui a organisé cette rencontre très importante pour l'avenir. Soixante représentants du monde entier étaient présents à cet événement qui a duré quatre jours.

Mais, lors de la réunion, une grande divergence d'ordre stratégique liée au lancement de la Plate-forme est survenue entre le groupe de Vézelay et la majorité des participants. Cette divergence résidait dans le fait que le groupe de Vézelay souhaitait mettre en place un groupe d'intellectuels, pour ne pas dire "intelligentsia", qui réfléchirait sur ce qu'il fallait faire pour sauver la planète. L'autre partie, c'est-à-dire la majorité des participants et les représentants des "jeunes", voulait mettre en place une pyramide hiérarchique inversée : la Plate-forme ne devait pas être proposée du haut vers le bas, mais bien du bas vers le haut et il fallait qu'elle trouve un ancrage, une résonance au sein des populations locales, des communautés de base et, ensuite seulement, nous inviterions les "grands" de ce monde à faire partie de la dynamique. Cette explication est un peu simpliste, car les choses étaient un peu plus compliquées que cela, mais nous n'allons pas nous attarder là-dessus car ce n'est pas l'objet de cette capitalisation.

Ce qui a été impressionnant, pour Sarah Jo et moi-même qui assistions pour la première fois à une rencontre avec des "très grands", c'était la façon de gérer une crise en plein milieu d'une rencontre. Les propos tenus pour exprimer la divergence étaient très forts voire choquants et nous avons dû intervenir avec d'autres participants et avec force auprès de toute l'assistance

pour exprimer notre désolation face à de tels propos tenus par des personnes que nous pensions responsables ; nous avons également mis l'accent sur l'importance d'impliquer les populations dans toute leur diversité pour la mise en place d'une plate-forme qui se voulait universelle, et rappeler que cette Plate-forme n'était pas exclusive, au contraire, et qu'il y avait possibilité de mettre en place un groupe d'experts qui pourrait mener sa réflexion et la partager avec d'autres.

Malgré ce fâcheux intermède, nous avons représenté le plus honnêtement possible le Réseau lors de cette rencontre et nous nous sommes assurées que nos points de vue étaient bien pris en compte dans la rédaction de la Plate-forme pour un monde responsable, pluriel et solidaire.

I-5 Troisième rencontre du REMED à Montréal, Canada en 1994¹⁴

La rencontre de Montréal a été organisée par Mario Gautier, l'un des membres du point d'ancrage canadien, qui s'était proposé, dès la rencontre d'Oran, comme prochain organisateur de la rencontre internationale du REMED.

Cette rencontre s'est penchée plus spécialement sur les questions de développement durable en mettant en place des ateliers de réflexion sur l'eau, l'énergie, les déchets, l'urbanisation, les forêts. Un second axe thématique a été consacré à un travail sur l'environnement et l'économie, la politique et l'environnement, la culture et l'environnement. Comme on peut le constater, lors de cette rencontre, nous avons vraiment tenu compte de la complexité de certains problèmes et de leurs liens avec d'autres disciplines.

La rencontre de Montréal était un moment important, car il s'agissait de discuter de l'avenir du REMED, question qui devenait de plus en plus difficile pour des raisons qui seront largement explicitées plus loin dans ce travail de capitalisation.

Un fait important est à signaler ici : lors de cette rencontre, l'Algérie n'a pas pu être représentée parce que l'Ambassade du Canada a refusé de donner un visa d'entrée aux représentants algériens. Ce refus de la part des autorités canadiennes a soulevé une question essentielle lors de cette rencontre et des autres d'ailleurs : celle de la liberté de mouvement des jeunes à travers le monde.

Pour des raisons politiques, économiques et sociales, des milliers de jeunes issus majoritairement des pays en voie de développement ne peuvent se déplacer librement uniquement parce qu'ils sont issus de ces pays en développement et qu'ils sont, de ce fait, susceptibles d'immigrer.

I-6 Quatrième rencontre internationale du REMED¹⁵ à Cotonou, Bénin

Après Toulouse en 1992, Oran en 1993 et Montréal en 1994, nous avons choisi le Bénin comme nouveau lieu de ralliement des "remédiens". La rencontre de Cotonou a été véritablement l'étape de transition du REMED vers le Collège Jeunes.

La rencontre a été "mémorable" et reste gravée dans les esprits de ses participants car son organisation, très difficile, a reflété, malheureusement, l'un des fléaux les plus terribles de l'Afrique post-coloniale : la corruption.

¹⁴ Voir fiche 003/94 sur la rencontre de Montréal, page 30 de l'Annexe.

¹⁵ Voir fiche 001/96 sur la rencontre du Bénin, page 42 de l'Annexe.

Il y a d'abord eu un premier voyage au Bénin, en février 1995, au cours duquel nous avons rencontré des organisations de jeunes à Cotonou, à Porto Novo et à Ouïddah. Ces organisations étaient chargées de préparer la rencontre internationale du REMED. Pour assurer une facilité administrative et logistique, ces groupes étaient coordonnés par une association de Cotonou, l'IFCOD (Institut de Formation et de Coopération Décentralisée). Les financements octroyés par la Fondation pour le Progrès de l'Homme (FPH) étaient versés à cette association afin de centraliser la gestion sur place.

Lors de ce premier voyage, nous avons tenu plusieurs réunions de travail sur la méthodologie de l'animation des ateliers, la sélection des intervenants et nous avons commencé à faire quelques démarches auprès de financeurs béninois, puisque la FPH finançait essentiellement le voyage des participants.

L'organisation de la rencontre a semblé suivre son cours de manière tout à fait positive tout au long de l'année 1995.

Une dizaine de jours avant la tenue de la rencontre, je me suis déplacée à Cotonou avec le groupe algérien représentant le secrétariat international du REMED afin d'aider les organisateurs à finaliser les détails de dernière minute.

A notre arrivée, nous avons constaté que les choses n'avaient pas du tout avancé comme nous le pensions. Sur le plan logistique, rien n'était prêt à une semaine de la rencontre. Les organisateurs ne s'étaient pas occupés des invitations des délégations étrangères, ni de l'achat de leur billet d'avion, pas plus qu'ils n'avaient envoyé les papiers administratifs nécessaires pour que les intervenants puissent retirer leurs visas.

C'était une situation chaotique. Pire encore, le groupe supposé organiser la rencontre n'était plus maître de quoi que ce soit. Une mafia locale s'était chargée de "récupérer" le chéquier et de changer les pouvoirs des signatures de l'association déléguée officiellement par le REMED pour organiser cette rencontre.

Cependant, grâce au soutien du Ministère béninois de la jeunesse et des sports, d'un certain nombre de professeurs de l'Université de Cotonou, grâce également à la présence de la délégation algérienne et à l'implication de plusieurs jeunes Béninois sur place, nous avons réussi à surmonter la crise et à régler toutes les questions logistiques en un temps record et à tenir la rencontre malgré tout.

Tout cela s'est fait dans une situation difficile et non dénuée de risques, car nous étions menacés physiquement par le groupe mafieux. Mais nous avons quand même, malgré la peur, tenu à aller jusqu'au bout de cette initiative pour ne pas donner une image négative de la jeunesse et montrer notre sens des responsabilités en tant que jeunes, en même temps que pour essayer de participer à surmonter les problèmes de corruption qui rongent l'âme de l'Afrique.

Il y avait aussi un autre enjeu très important, car la rencontre de Cotonou devait élire le prochain candidat qui hébergerait, après l'Algérie, le secrétariat international du REMED. Le groupe mafieux, après avoir été dépassé par les événements puisque la rencontre s'est malgré tout tenue, a essayé d'attaquer sur d'autres fronts et tenté de faire un travail de lobbying auprès des participants, non dupes toutefois, en insistant sur l'importance de choisir Cotonou comme nouveau siège géographique du secrétariat du Réseau.

Là également, la peur était omniprésente, car nous craignions une émeute en séance plénière, le groupe mafieux ayant fait appel à un nombre important de ses complices présents à la rencontre malgré nos résistances.

Ce qui a désamorcé la situation, c'est mon intervention lors d'un journal télévisé. Invitée à parler de la rencontre qui avait lieu à Cotonou, j'ai déclaré, en réponse à la journaliste qui me

demandait si le secrétariat serait hébergé à Cotonou, qu'il ne le serait pas, malgré une préparation de l'interview au cours de laquelle j'avais laissé entendre que cet hébergement se ferait à Cotonou. Le fait de l'avoir annoncé ainsi en direct à la télévision, face à des milliers de téléspectateurs, a résolu pacifiquement les problèmes.

Epilogue

La construction du REMED était une expérience formidable pleine d'enthousiasme et de volonté d'affirmer notre participation en tant que jeunes à l'échelle mondiale, mais aussi dans nos pays respectifs. Pour certains, cette affirmation était vitale car source d'espoir pour apporter d'autres alternatives sociales, voire politiques, nécessaires à un changement conséquent des sociétés dans lesquelles nous vivons.

Le REMED a semé les premières graines du dialogue interculturel et du respect de la différence. A travers les échanges que nous avons eus, nous avons réalisé que nos visions des défis, des problèmes et des solutions n'étaient pas nécessairement les mêmes, mais nous avons compris qu'elles étaient forcément complémentaires.

Comme vous pouvez le constater à travers cette première étape, nous avons non seulement créé des liens avec des organisations déjà en activité, mais nous avons aussi aidé des jeunes à s'organiser et à se structurer en cohérence avec leurs propres attentes et désirs. C'est ainsi que l'AFEED en France, le CEMED en Tunisie, l'AAMED au Maroc, le GARED au Togo, le REED AC au Gabon, l'AREA-ED en Algérie, l'ASA REMED en Suisse ont été mis en place pour affronter les problèmes en lien avec l'environnement et le développement de manière différente et complémentaire aux autres initiatives déjà en place dans ces différents pays.

Afin de signifier une rupture avec les systèmes d'organisation en place, nous voulions innover et mettre en place une dynamique informelle qui puisse trouver ancrage dans d'autres formes de démocratie participative. Un secrétariat relais d'information, une adhésion libre, des prises d'initiatives autonomes qui ne soient pas "piégées" dans des machines décisionnelles : toutes ces belles formes de liberté n'ont malheureusement pas été profitables au Réseau. Un secrétariat ne pouvait longuement se limiter à la simple diffusion d'informations ; l'inexistence d'un organe décisionnel rendait les choses trop flexibles pour être suivies correctement. Ce qui représentait notre force et notre originalité est devenu par la suite source de notre faiblesse.

Malgré tout ceci, en 1996, nous avons un annuaire de 1.500 personnes organisées en cinquante points d'ancrage. Et c'est ce "capital" humain qui a permis de continuer autrement – tout en gardant nos valeurs fondatrices – dans le Collège Jeunes de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire.